

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 337 DU JEUDI 18 JUILLET 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

**ARRESTATION DE FONIKÈ
MENGUÈ ET BILLO BAH**

**"Il serait mieux que nous
soyons tous arrêtés au
même moment"** P.3
(Oyé Beavogui)



Édito à vue d'Aigle

**Le CNRD face à l'Union
sacrée des Forces vives**

L'Union sacrée des Forces vives de Guinée maintient la pression sur le CNRD et son gouvernement pour un retour à l'ordre constitutionnel fin décembre 2024, comme convenu avec la CEDEAO. Il faut dire que la conduite de la transition guinéenne est loin de faire l'unanimité au sein de l'opinion... P.2

NOUVELLE CONSTITUTION ET
DÉTENTION PROLONGÉE P.4



**La lecture qu'en fait le Professeur
Maurice Togba Zogbélemou (Entretien)**

PUBLICATION DES RÉSULTATS PARTIELS
DES EXAMENS P.5



**Le MEPU-A apporte des
précisions (Entretien)**

TRANSITION P.6



**Les membres du CNRD, du
gouvernement et du CNT sont
persona non grata en Europe
(FVG-Belgique) (Entretien)**

SOMMET DE L'OTAN 2024

**Vive inquiétude à Taiwan, à
Séoul, à Tokyo et à Hanoï ?** P.7

ETATS UNIS P.8

**Les élections américaines sous l'ombre
de la tentative meurtrière contre Trump**

SPORT

**Trop de compétitions
tuent le sport** P.9



Édito à vue d'aigle



Le CNRD face à l'Union sacrée des Forces vives

L'Union sacrée des Forces vives de Guinée maintient la pression sur le CNRD et son gouvernement pour un retour à l'ordre constitutionnel fin décembre 2024, comme convenu avec la CEDEAO. Il faut dire que la conduite de la transition guinéenne est loin de faire l'unanimité au sein de l'opinion.

Au lendemain de sa prise du pouvoir le 5 septembre 2021, dans les circonstances que l'on sait, le Général Mamadi Doumbouya, l'actuel locataire du palais Mohammed V a promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet pour remettre le pouvoir aux civils. Aujourd'hui, à l'image des acteurs sociopolitiques regroupés au sein de l'Union sacrée des Forces vives

de Guinée, nombreux sont ceux qui ne cachent plus leur scepticisme quant au respect du chronogramme de la transition par les tombeurs du professeur Alpha Condé. Ils se disent déterminés à amener le CNRD à respecter ses engagements, en remettant le pouvoir aux civils à l'issue d'élections libres et transparentes.

Mais c'est un euphémisme de dire que les soutiens inconditionnels des autorités actuelles ne sont pas de cet avis. Pour eux, les différentes étapes du chronogramme sont plutôt en train d'être exécutées à la satisfaction générale. Ils invitent par conséquent les acteurs sociopolitiques qui brandissent des menaces ou qui comptent mettre la pression sur le CNRD et son gouvernement dans la conduite de la transition, à faire le choix d'accompagner le CNRD pour mener à bon port le navire Guinée. C'est le même message qu'ils envoient aussi aux acteurs politiques étrangers dont le crime à leurs yeux est de s'immiscer dans les affaires guinéennes. Ils soutiennent que La Guinée n'a pas de leçons à recevoir de personnalités étrangères et qu'avec l'ancien commandant du Groupement des Forces spéciales, il y a des raisons d'espérer un retour apaisé à l'ordre constitutionnel en Guinée. À les en croire, il ne sert à rien de précipiter la transition en organisant des élections bâclées avec tous les risques que cela comporte.

Reste à savoir maintenant si face à la détermination de l'Union sacrée des Forces vives de Guinée, le CNRD pourra dérouler sereinement son agenda. Attendons de voir...

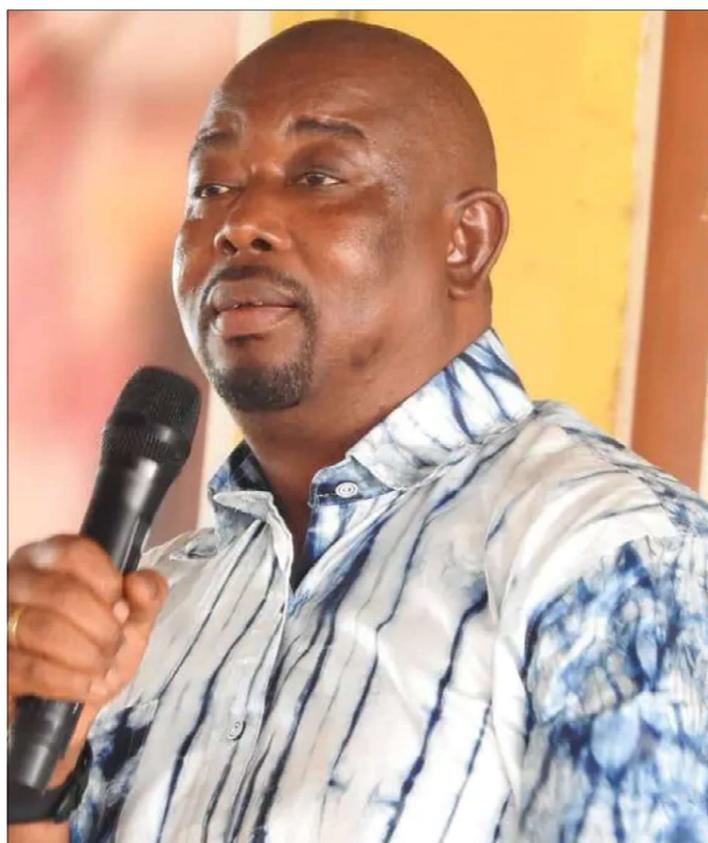
Le CNRD face à l'Union sacrée des Forces vives

Kèfina Diakité

ACTUALITÉ

AG du RPG Arc-en-ciel Le parti d'Alpha Condé tacle la CEDEAO

À la faveur de son assemblée générale hebdomadaire qui s'est tenue le samedi, 13 juillet 2024 à son siège à Gbessia, le RPG Arc-en-ciel, par la voix de l'ancien ministre du Commerce, Marc Yombouno, s'est dit déçu de la CEDEAO qui, récemment, a fait une sortie plutôt controversée sur la conduite de la transition guinéenne.



«Comment au sommet des chefs d'Etat, cette CEDEAO peut dire que la transition guinéenne se porte bien ? Sur la base de quoi ? Ils ont apprécié positivement le déroulement de cette transition. Mais même un élève de l'école primaire, dans une analyse, il analyse les positifs et les négatifs. Prenez même les 10 activités qu'ils se sont fixées. Ce ne sont même pas des activités qu'on peut mettre dans un retour à l'ordre constitutionnel. Le recensement général de la population et de l'habitat et le RAVEC, à plus forte raison des activités qui rentrent réellement dans le retour à l'ordre conditionnel», a indiqué Marc Yombouno, membre du bureau politique national du RPG Arc-en-ciel. Pour lui, l'idéal voudrait qu'au cours de cette rencontre les débats sur la Guinée soient plutôt orientés sur le cas de détention, de publication par le CNT de l'avant-projet de la nouvelle constitution, mais aussi et surtout de sa vulgarisation comme l'avait mentionné le président du Conseil National de la Transition (CNT), Dr Dansa Kourouma.

« Où est la constitution jusqu'à présent ? Le projet de constitution d'abord. On nous dit qu'on planifie

le référendum pour cette année. À quelle date ? On ne connaît pas. Le référendum c'est un vote de niveau oui ou non. Mais si c'est sur la base d'un fichier électoral. Si on a planifié la réalisation du référendum, ça veut dire que le fichier sur lequel nous allons réaliser le référendum, ça sera le fichier de 2020. Pourquoi retarder sur ce fichier ? La loi prévoit une révision avant chaque élection et on passe (...). Voici les points sur lesquels la la CEDAO devrait se prononcer (...). Mais vous n'êtes pas venus évaluer quelque chose vous vous félicitez. Leur mot d'ordre devrait plutôt être la libération de ceux

qui sont en prison. En plus ils ont proposé qu'il y aura une mission qui viendra ces jours-ci à Conakry. Je ne sais pas si c'est pour rencontrer les autorités ou bien les partis politiques qui n'ont d'ailleurs aucune information sur le calendrier de cette mission-là», a-t-il fait remarquer.

Kèfina Diakité





ARRESTATION DE FONIKÈ MENGUÈ ET BILLO BAH

”Il serait mieux que nous soyons tous arrêtés au même moment ” (Oyé Beavogui)

Le Coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution et le chargé des antennes de ladite structure respectivement Oumar Sylla, alias Fonikè Menguè et Mamadou Billo Bah provoque l'ire de la classe sociopolitique guinéenne. Plusieurs sont passés mais jusque-là les familles biologiques et politiques de ces acteurs, n'ont plus de nouvelles d'eux. Le secrétaire général par intérim du PDG RDA a, dans une interview accordée à notre rédaction, condamné cet état et réaffirmé la position des membres de la convergence sociopolitique que cela ne leur fera pas fléchir sur leur position.

L' Aigleinfos : Les acteurs sociopolitiques hostiles à la conduite de la transition sont dans le viseur des autorités de la transition. C'est le cas de Fonikè Menguè et Billo qui ont été enlevés il y a maintenant une semaine et conduits à une destination inconnue. Comment réagit la Convergence des acteurs sociopolitiques dont vous êtes membre ?

Oyé Beavogui : La convergence des acteurs sociopolitiques a appris avec indignation l'arrestation des acteurs de la société civile en l'occurrence Fonikè Menguè et Billo. Nous regrettons que ces vieilles pratiques reviennent aujourd'hui alors que ces actes sont contraires aux engagements tenus le 05 décembre 2021. Et comme nous l'avons dit, le chef d'État doit reprendre les choses en main afin de pouvoir revoir un certain nombre de choses. Encore une fois, nous avons dit que nous sommes pas opposés au dialogue, mais vu les conditions dans lesquelles le Premier ministre, Amadou Oury Bah a pris position pour pouvoir remettre en cause les acquis du dialogue passé, il va sans dire que nous voulons un dialogue franc, sincère et ouvert. Donc nous condamnons ces arrestations arbitraires et injustes et nous demandons leur libération sans condition.

L'Aigleinfos : Vous êtes l'un des acteurs sociopolitiques dont la lecture ne rime pas avec la conduite de la transition. Est-ce qu'on pourrait dire que vous êtes menacé d'arrestation ?

Oyé Beavogui : Je ne pense que ça soit une nécessité de s'inquiéter pour cela. De toutes les façons nous, nous avons été au dialogue, ce que nous dénonçons est que les conclusions de ce dialogue n'ont pas été prises en compte, elles ont plutôt été foulées au sol par un Premier ministre qui est venu compromettre les acquis de ce dialogue. Encore une fois, si nous devons être arrêtés, il serait mieux que soyons tous arrêtés au même moment parce quand vous arrêtez Fonikè Menguè et Billo ou moi Oyé, nous ne pouvez pas arrêter tout le monde parce que c'est une dynamique



nationale et c'est un engagement que nous avons pris en harmonie avec notre conscience. C'est pourquoi nous menons cette transition afin que nous puissions aider le chef de l'Etat, aider la transition et aider même le peuple de Guinée à sortir honorablement de cette transition. Si cela est mal pris, chacun est libre d'interpréter comme il veut. Personnellement de mon côté, tout va bien pour le moment et

je suis serein. Ces arrestations ne nous feront pas fléchir parce que les gens que nous avons, sont des gens de conviction.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que la convergence est en train de faire pour la libération des acteurs arrêtés par le CNRD ?

Oyé Beavogui : Nous avons condamné ces arrestations injustes, demandé leur libération. Naturellement, nous

tenons responsables les autorités de ce qui pourrait advenir.

L'Aigleinfos : Les deux commissaires de la HAC qui avaient été condamnés pour une communication non autorisée avaient prévenu que le CNRD n'hésiterait pas à tuer tous ceux qui ne sont dans son esprit. Est-ce que c'est ce à quoi nous assistons aujourd'hui ?

Oyé Beavogui : C'est pourquoi nous sommes moralement préparés à cette situation. Quand on s'engage dans une telle lutte, il ne faut pas se faire étonner parce que tout peut arriver et cela ne doit pas être l'objet d'étonnement, il faut être prêt à toutes conséquences parce que c'est aussi cela les enjeux de la lutte.

L'Aigleinfos : Que pensez-vous de vos proches qui vous conseillent de faire profil bas en ce moment en attendant le 31 décembre 2024. Parce que pour eux, le CNRD est encore dans le délai ?

Oyé Beavogui : Naturellement tous ceux qui

vous aiment ne pourront que vous conseiller mais quand on est un acteur majeur engagé pour notre nation, contre l'injustice et l'arbitraire, il va sans dire qu'il y a forcément des risques à prendre. De ce point de vue, je suis personnellement préparé à ça, et rien ne pourra me surprendre d'autant plus que des camarades ont déjà été interpellés. Notre devoir c'est d'être fidèles et continuer la lutte tout en demandant leur libération. Nous sommes sereins et comme nous l'avons dit, le 31 décembre 2024 marque la fin de la transition et nous avons prouvé par A plus B qu'il est possible d'organiser des élections. Et bien entendu ouvrir un dialogue inclusif pour voir ensemble la faisabilité de ces propositions. Ce qui pourra davantage aider le chef de l'Etat à sortir honorablement de cette transition.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Oyé Beavogui, Secrétaire général par intérim du PDG RDA !

Oyé Beavogui : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

COUR D'APPEL DE CONAKRY

Le Parquet général se prononce sur les enlèvements de Foniké Menguè et Cie

Dans un communiqué publié le mercredi 17 juillet 2024, le Parquet général près la Cour d'Appel de Conakry s'est enfin prononcé sur les cas de Oumar Sylla alias «Foniké Menguè», Mamadou Billo Bah et Cie.

«Depuis quelques jours, des informations persistantes faisant état des cas d'enlèvements et de séquestration circulent dans la cité concernant notamment :

Le Colonel, Cécé Célestin Bilivogui ;

Le Sergent-Chef Moussa Cheikh SOUMAH;

Monsieur Oumar Sylla dit Foniké Manguè et ;

Monsieur Mamadou Billo BAH.

Ces informations qui affectent la sérénité nationale crée en même temps une psychose et un sentiment d'insécurité au sein de la population et portent gravement atteinte à l'image de notre pays tant sur le plan national qu'international. Cette situation préoccupe le Parquet général près la Cour d'appel de Conakry, en sa qualité de protecteur des libertés individuelles et collectives.

C'est pourquoi, indique le Parquet, au regard des objectifs recherchés par les manipulateurs de tout bord, j'informe l'opinion nationale et internationale, en ma qualité de Procureur général qu'aucun organe d'enquête n'a procédé à aucune interpellation ou arrestation de qui que ce soit ;

mieux aucun établissement pénitentiaire du pays ne détient ces personnes faisant objet d'enlèvement.

Sur le fondement des attributions qui sont dévolues au parquet général de Conakry par les dispositions de l'article 41 et suivants du code de procédure pénale, des instructions ont été données aux différents parquets d'instance de Conakry à l'effet d'ouvrir des enquêtes minutieuses et complètes sur ces faits et nous tenir informer en temps réel de l'évolution de la procédure », poursuit le procureur général Fallou Doumbouya. Indiquant « dans le même élan, les services de police judiciaire sont à pied d'œuvre pour rechercher les

personnes enlevées, identifier et interpellier les présumés auteurs de ces faits.

Le parquet général invite tout individu, toute autorité constituée, tout fonctionnaire civil ou militaire, de fournir tout renseignement dont il dispose, susceptible de faire évoluer la procédure, aux différents parquets ou aux services de police judiciaire...», lit-on dans le communiqué du procureur général Fallou Doumbouya.

Mamadou Oury





NOUVELLE CONSTITUTION ET DÉTENTION PROLONGÉE

La lecture qu'en fait le Professeur Maurice Togba Zogbélemou

Longtemps silencieux depuis le 05 décembre 2021, Professeur Maurice Togba Zogbelemou, considéré comme l'homme clé de la révision de la constitution qui a permis à Alpha Condé de se présenter pour un troisième mandat, a brisé le silence dans votre hebdomadaire. Le constitutionnaliste et ancien ministre de la Justice, a exprimé sa position sur le retard accusé par le CNT dans l'élaboration de la nouvelle constitution et la détention prolongée des anciens dignitaires du régime défunt.

L'Aigleinfos : Combien de temps faut-il pour élaborer une nouvelle ?

Pr. Maurice Togba Zogbelemou : Il n'y a pas une période précise pour cela mais tout dépend de la méthode utilisée. Je sais que les Burkinabé ont voulu d'une constitution et en deux semaines, ils l'ont eue. Donc les uns et les autres ont leur méthode à eux.

L'Aigleinfos : Le Conseil National de la Transition peine à présenter même le projet de nouvelle constitution depuis sa mise en place. Qu'est-ce qui explique ce retard selon vous ?

Pr. Maurice Togba Zogbelemou : Nous sommes tous dans l'attente de ce projet de nouvelle constitution qui avait été annoncé au mois de mars. Maintenant, le retard, je l'explique qu'une constitution avant d'être un texte juridique c'est d'abord un acte politique. Et les dispositions de ce



projet, au moment de leur rédaction peuvent poser des problèmes en raison des divergences sur le régime à

mettre en place de ceux qui sont chargés de sa rédaction ou des résultats des concertations qui ont été menées en prélude à la sortie de ce projet. Donc il y a un certain nombre de choses qui font que le projet tarde certainement.

L'Aigleinfos : Donc vous voulez dire que le peuple de Guinée devrait patienter encore ?

Pr. Maurice Togba Zogbelemou : De toutes les façons, je leur accorde la bonne foi et j'espère que ce projet va sortir pour que ceux qui devraient faire des observations puissent le faire afin que nous puissions le présenter au peuple de Guinée à l'occasion d'un référendum.

L'Aigleinfos : Des anciens ministres du régime défunt dont Amadou Damaro Camara, ancien président de l'assemblée nationale, Docteur Mohamed Diané, Oyé Guilavogui croupissent en prison depuis trois ans et

jusque-là l'opinion n'est pas située sur ce qu'on leur reproche. Juridiquement parlant, comment peut-on expliquer la détention prolongée de ces anciens dignitaires dont les procédures sont lentes ?

Pr. Maurice Togba Zogbelemou : Je ne sais pas si c'est voulu par les autorités judiciaires ou d'autres autorités mais en tant que professionnel de droit, ce retard peut s'expliquer par la complexité des dossiers surtout lorsqu'il y a des enquêtes à faire, des expertises à faire, des preuves à rechercher en dehors des dossiers cela peut expliquer la lenteur. Maintenant n'ayant pas connaissance des dossiers dont vous parlez, il m'est difficile de vous dire exactement si leur détention prolongée s'explique ou pas.

L'Aigleinfos : Il se trouve que malgré des multiples demandes des avocats de certains de ces détenus pour des soins appropriés en estimant que ces derniers sont malades, la justice guinéenne refuse de leur accorder ce droit. Que dit la loi à propos ?

Pr. Maurice Togba Zogbelemou : Ce n'est pas parce que vous êtes malade qu'on vous va mettre en liberté provisoire. Vous pouvez rester en prison et être autorisé à consulter votre médecin pour vous faire soigner. Ou si le médecin de la prison estime que votre cas est grave, il peut vous orienter vers un service sanitaire approprié pour votre prise en charge sanitaire.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Maurice Togba Zogbelemou, juriste constitutionnaliste et ancien ministre de la Justice guinéenne !

Pr. Maurice Togba Zogbelemou : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

STADE DU 28 SEPTEMBRE

Le Groupe Guicopres apporte des précisions sur la nature de la pelouse

La nature de la pelouse du stade du 28 septembre suscite des interrogations chez bon nombre de Guinéens. Des interrogations auxquelles la Direction de l'Information et de la Communication du Groupe Guicopres a cru devoir répondre.



«La Direction de l'Information et de la Communication du Groupe Guicopres en réponse à certaines interrogations sur la nature de la future pelouse du stade du 28 septembre,

tient à rappeler que les travaux actuellement menés consistent à revêtir le stade du 28 septembre d'une pelouse naturelle répondant aux meilleurs standards

internationaux et à doter le stade d'équipements conformes aux exigences de la FIFA et de la CAF ; ceci conformément aux images d'illustration jointes à ce communiqué, dans lesquelles on peut bien voir les sacs d'engrais importés spécialement pour favoriser la pousse du gazon naturel en attente d'être planté une fois les travaux préparatoires achevés.

La Direction de l'Information et de la Communication précise en outre que contrairement à certains propos véhiculés par des personnes apparemment mal informées, il n'a jamais été question d'équiper le stade en gazon synthétique.

Le Groupe Guicopres ne ménagera aucun effort pour achever la mise à niveau de ce Stade mythique chargé d'histoire glorieuse afin de permettre son homologation par la CAF.

Une homologation qui permettra enfin au Syli National de disputer de nouveau ses rencontres officielles à domicile à Conakry, ceci conformément à la volonté et aux instructions de Son Excellence Monsieur le Président de la République de Guinée, le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA», précise le Directeur Christian Desco Cande.

Kéfina Diakité





PUBLICATION DES RÉSULTATS

PARTIELS DES EXAMENS

Le MEPU-A

apporte des précisions

En plus du retard accusé comparativement aux années précédentes, la publication des résultats des examens nationaux session 2024 se fait à compte-gouttes. Les candidats dont les communes ou préfectures n'ont pas encore leurs résultats, s'inquiètent au plus haut point. Le département de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation a décidé de reprendre la correction des copies de ces zones pour dit-il des anomalies constatées ou copies conformes.



Pour apporter des précisions à cette décision, le porte-parole du MEPU-A s'est confié à votre hebdomadaire. Mohamed Ansa Diawara demande aux candidats concernés et leurs parents de ne pas s'inquiéter.

L'Aigleinfos : Les résultats du CEE et du BEPEC sont disponibles en partie. Globalement, que peut-on retenir comme bilan de ces résultats ?

Mohamed Ansa Diawara : Nous pensons que les statistiques publiées sont positives quand on sait que le bilan est meilleur que celui de l'année précédente.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui a motivé le département de l'éducation à publier des résultats des examens de façon partielle. Ce qui est d'ailleurs une première en Guinée ?

Mohamed Ansa Diawara : Évidemment que dans la pratique c'est une première mais ce n'est pas une nouvelle création encore moins de la volonté manifeste du Ministre mais c'est purement et simplement l'application stricte des principes et règlements de l'examen surtout quand nous

prenons son chapitre 9 qui dispose la vérification, la régularité des opérations des examens, dans son article 79 qui dit qu'en cas de constatation d'irrégularité de nature à fausser les résultats des examens, le directeur général des services de l'examen, l'inspecteur général de l'éducation et le ministre, peuvent proposer l'annulation s'il s'agit de l'admission d'un élève on peut annuler l'examen tout entier. Mais ce n'est pas cette décision que nous avons prise, on s'est plutôt référé au chapitre 8 de la correction des épreuves et admission qui dit dans son article 79 qu'on peut recorriger en cas de constatation d'irrégularité au cours de la correction, et c'est ce qui est arrivé au niveau des trois communes de Conakry malheureusement sur notation des élèves. Or nos objectifs, c'est traiter fondamentalement tous les candidats de la République et faire la promotion du mérite. Nous ne pouvons pas se permettre de donner des notes qui ne reflètent pas le niveau des candidats.

L'Aigleinfos : Quel était le besoin de publier des résultats partiels alors que d'autres candidats sont morts

d'inquiétude en voyant leurs collègues dont les siens sont disponibles ?

Mohamed Ansa Diawara : C'est pourquoi on explique à ces candidats que dans les conditions normales, l'examen devrait être annulé. Donc c'est une chance que nous leur donnons en recorrigeant leurs copies. Alors quand vous regardez 33 sur 39 préfectures ou communes dont les résultats sont prêts, on peut les retarder.

L'Aigleinfos : Combien de temps la recorection va prendre ?

Mohamed Ansa Diawara : On ne peut prédire la durée mais ce qui est évident, ces révérifications des copies, pour les communes de Conakry c'est fini, il va falloir revérifier les copies des préfectures de Forécariah, Faranah et Fria, et la correction ne prendra pas de temps.

L'Aigleinfos : Est-ce qu'il y'a une date de publication de ces résultats et celui du BAC ?

Mohamed Ansa Diawara : Nous avons cette attitude, ne pas communiquer les dates de publication des résultats parce que les examens c'est un processus d'activités. Mais ce qui est évident, lorsqu'ils seront prêts, nous ne tarderons pas à les publier. A l'heure qu'il fait, nous sommes la saisie des notes du baccalauréat, la correction étant finie. C'est une activité méticuleuse, il va falloir avec le temps pour que les résultats qui y sortiront reflètent le niveau des candidats.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Mohamed Ansa Diawara, porte-parole du Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation.

Mohamed Ansa Diawara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé
par Samuel Demba. D

JUSTICE

Les avocats du colonel Pépé Célestin Bilivogui exigent la remise en liberté de leur client

Dans une déclaration en date du 17 juillet 2024, les avocats du colonel Pépé Célestin Bilivogui exigent la mise en liberté pure et simple de leur client.

«Le 08 novembre 2023, le Colonel Pépé Célestin BILIVOGUI a été enlevé à son Bureau des services de pensions militaires sis à Kaloum par un groupe de Gendarmes pour une destination, jusque-là inconnue ;

Depuis lors, toutes les démarches effectuées par sa famille, ses proches et ses conseils pour le retrouver sont restées, à ce jour sans effets ; De surcroît, depuis son enlèvement, il n'a été présenté ni à un service d'enquête compétent, ni à une autorité judiciaire ;

Or, l'article 13 de la Charte de

la Transition indique clairement que : « Nul ne peut être arrêté, inculpé ni détenu que dans les cas prévus par la loi promulguée antérieurement à la commission de l'infraction qu'elle réprime.

Les arrestations et détentions arbitraires sont interdites par la loi.

Le droit à l'assistance d'un avocat est reconnu dès l'instant de l'interpellation ou de la détention ».

Cette douloureuse situation perdure depuis huit (8) mois et engendre la désolation dans la famille du disparu ;

C'est pourquoi, le collectif d'Avocats chargé de sa défense exige sa remise pure et simple en liberté», a écrit le Collectif d'Avocats du colonel Pépé Célestin Bilivogui.

Mamadou Oury

SECTEUR DE L'ÉNERGIE L'ancien ministre Abé Sylla fait part de ses regrets

Dans une interview accordée à KonCom, Ibrahima Abé Sylla, ministre guinéen de l'Énergie du 4 novembre 2021 au 20 août 2022, dit regretter n'avoir pas terminé ce qu'il avait commencé à la tête de ce département stratégique.

« Mon regret c'est de ne pas finir ce que j'ai commencé. Je suivais un projet de près, qui concernait toute la Guinée dans le domaine de l'énergie. On avait un projet solaire pour construire 500 mwt. Et de ces 500, chaque région aurait 100 mwt, pour que ça soit 20 ou 30. Et l'idée là-dessus, c'était la création de la classe moyenne. Un pays ne peut pas se développer si tout le monde est pauvre. Malheureusement c'est la condition dans laquelle nous sommes en Guinée. Alors comment on allait faire. C'était de donner si c'est par exemple au Fouta, 25% aux Peulhs, 25% aux Forestiers, 25% aux Sousous et 25% aux Mandingues. Ils allaient travailler ensemble, parce que ça devait leur appartenir.

Quand nous nous construisons, les investisseurs viennent en faire aussi. Et une fois fini, ça leur revenait et le coup allait être abordable. Si c'est 6 ou 7 le solaire, il n'y aurait pas y avoir de coût caché...Autre chose, après avoir payé le Gouvernement, ça devrait rester comme leur coopérative. Au-delà, cela allait créer de l'union, avoir des hommes d'affaires futurs de la Guinée et dans les quatre régions et qui allaient être qualifiés parce qu'ils auraient des revenus jusqu'à 100 ou 125 mille dollars par an, une fois des dettes terminées. Et cela les qualifiait automatiquement et permettrait d'avoir un million de dollars, s'ils voudraient construire une unité industrielle ou de transformation. C'est comme ça que la Guinée allait devenir autrement. C'était vraiment ce qu'on avait proposé au Président, et tenez-vous bien, il avait signé et il m'a dit, Abé va le faire», a confié le président du parti NGR.

Mamadou Oury



ACTUALITÉ

TRANSITION

Les membres du CNRD, du gouvernement et du CNT sont persona non grata en Europe (FVG-Belgique)

Les membres des Forces Vives de Guinée antenne Belgique sont très préoccupés par la conduite de la transition en Guinée. Ces acteurs sociopolitiques se sont indignés contre le CNRD et son président à travers une déclaration rendue publique. Pour s'opposer en leur manière à ce qu'ils appellent dictature, ils ont décidé d'organiser une manifestation de protestation le 04 août 2024 en Belgique en Europe. Selon Aliou Baldé, l'un des membres du comité d'organisation de cette marche et membre de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée, cette marche sera le départ de refus de reconnaître les acteurs majeurs de ce régime.



L'Aigleinfos : Vous voulez exprimer votre mécontentement contre la gestion de la transition du côté de l'Europe, dites nous comment vous comptez le faire ?

Aliou Baldé : Cette marche débutera à 15 heures à partir du lieu qu'on appelle Mantongaire c'est-à-dire la porte de nos namurs jusqu'à la place de Luxembourg, c'est

environ trois kilomètres. Elle se tiendra le 04 août 2024.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous reprochez aux autorités de la transition guinéenne ?

Aliou Baldé : Nos revendiquons justice pour tous ceux qui ont assassinés par Mamadi Doumbouya et son CNRD, nous exigeons l'organisation des élections pour le retour à l'ordre constitutionnel avant le 31

décembre 2024, nous demandons leur libération sans condition de Foniké Mengue et Billo Bah illégalement détenus et nous demandons l'arrêt des poursuites judiciaires fantaisistes contre les acteurs politiques et de la société civile et enfin nous demandons la restauration des libertés fondamentales notamment la liberté de la presse et celle de manifester dans les rues.

L'Aigleinfos : À date, quel est le niveau de préparation de votre manifestation ?

Aliou Baldé : Les préparatifs vont bon train. Nous avons déjà tenu plusieurs réunions avec les membres. Je peux vous dire que nous sommes à 80 voire 90% prêts pour l'organisation de cette manifestation. Je précise que la Belgique n'est pas le seul pays concerné par cette manifestation. Il y a la Hollande, le Luxembourg et d'autres pays européens. Des invitations ont déjà été envoyées de façon officielle. Si nous voyons que la junte ne recule pas, nous allons aussi prendre d'autres dispositions pour donner d'autres consignes.

L'Aigleinfos : En Guinée

par contre toute forme de protestation est interdite par la junte. Pensez-vous que cela peut changer ?

Aliou Baldé : C'est pour dire au peuple de Guinée qu'il n'est pas seul. Si nous n'avons pas laissé des gens plus dictateurs que Mamadi Doumbouya tel que Alpha Condé qu'on a pas laissé après ses deux mandats, ce n'est pas lui que nous allons laisser s'installer, il n'en est pas question. Que le peuple de Guinée sache que les Guinéens de la diaspora luttent de leur côté et nous allons gagner.

L'Aigleinfos : Quelle est la nouveauté selon vous qui pourrait faire fléchir les autorités de Conakry ?

Aliou Baldé : Souvenez-vous en 2021 après la prise du pouvoir par Mamadi Doumbouya, il a dit qu'aucun Guinéen ne doit mourir pour ses opinions et il a pris fermement l'engagement que d'ici le 31 décembre 2024, qu'il va organiser le retour à l'ordre constitutionnel. Mais aujourd'hui ce que nous constatons, lui et son CNRD sont en train d'instaurer une dictature qui ne dit pas son nom, en tuant des Guinéens

en poussant d'autres en exil et en emprisonnant des jeunes qui disent qu'ils ne sont pas d'accord avec son système de gouvernance. Puisqu'ils ne sont pas en mesure d'instaurer un État de droit, d'organiser le retour à l'ordre constitutionnel, nous avons décidé de hausser le ton. Nous sommes ici dans des États de droit, et nous réaffirmons haut et fort que le membre du CNRD, du gouvernement et du CNT qui viendra ici en Europe, nous allons utiliser tous les moyens pour lui dire qu'il n'est pas le bienvenu ici. Ça veut dire que partout ils vont descendre, ils seront accueillis par un comité d'accueil. Nous ne sommes pas prêts à laisser la Guinée sombrer, nous allons nous opposer par des moyens légaux.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Aliou Baldé, Secrétaire général de l'UFDG antenne Belgique et membre des Forces Vives de Guinée Europe !

Aliou Baldé : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

DR FODÉ OUSSOU AUX MILITANTS DE L'UFDG

«Vous êtes le parti champion...»

Le samedi 13 juillet 2024, l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG s'est tenue à son siège à la Minière. Une occasion que son vice-président, Dr Fodé Oussou Fofana, a mise à profit pour envoyer des piques à ceux qui s'immiscent dans les affaires du parti et pour rappeler une nouvelle fois la façon dont le congrès tant attendu devra s'organiser dans les semaines ou les mois à venir.

«Il y a plus de 300 partis politiques, on ne parle jamais de congrès des autres partis politiques, on ne sait pas si les autres partis organisent des congrès et on ne sait pas si ces autres partis politiques ont

organisé des congrès une seule fois mais matin, midi, soir c'est le congrès de l'UFDG, c'est est-ce que le président Cellou va arriver? Est-ce qu'il va faire ceci? Est-ce que le congrès aura lieu ? Je veux vous dire, il faut être fiers de ça parce que vous êtes le parti champion. Quand on organise des congrès, nous ne faisons pas de convention. Nous, quand nous organisons le congrès, nous le ferons en bonne et due forme en respectant les règles. Ce congrès va être organisé de la base au sommet et sur l'étendue du territoire national. Le congrès va être organisé, nous allons continuer à organiser nos congrès, la

préoccupation aujourd'hui de l'UFDG c'est comment nous allons terminer l'organisation de nos congrès», a martelé Dr Fodé Oussou Fofana. Et d'ajouter: «On n'organise pas un congrès tant qu'on n'a pas fini de mettre les structures en place. Quel est le problème? C'est notre parti, c'est pour nous. C'est nous qui organisons le congrès, c'est nous qui décidons quand est-ce nous allons organiser le congrès mais calmez-vous, dormez un peu et respirez. Nous allons organiser mais nous ne sommes pas le seul parti. Allez demander aux autres quand est-ce qu'ils organisent leurs congrès...»

Kaba Kankoula



SOMMET DE L'OTAN 2024

Vive inquiétude à Taiwan, à Séoul, à Tokyo et à Hanoï ?

On a eu le courant pour suivre le défilé du 14 juillet et d'entendre La Marseillaise, qui n'a jamais plus ému que ce 14 Juillet 2024. Un défilé militaire particulier avec musique classique, sans démonstration des forces militaires, sans nouveaux missiles, mais que des hommes en uniforme à mains nue et la flamme olympique pour clore... et cela, juste après le sommet de l'OTAN. La France cachera-t-elle son jeu comme la Chine et la Russie, quand l'OTAN est en déploiement ? Et cela, juste après la tentative d'assassinat sur Donald Trump ...

Pendant que l'OTAN se réunit ce 11 juillet 2024 à Washington pour l'envoi des armes offensives dans une aide de 40 milliards de dollars à l'Ukraine, ou des armes en plus des 40 milliards de dollars ? La question se pose, puisqu'on a entendu une voix discordante de l'Italie. Beaucoup d'autres membres, qui ont changé de majorité parlementaire à l'issue des législatives européennes, et qui sont dans des déficits abyssaux, attendent de dire ce qu'ils en pensent. Les chiffres sont volatiles. Dans un passé déjà lointain, quand Alpha Condé se prévalait de sortir la Guinée des PPTE, il faut s'en souvenir, les USA étaient dans un trou de plus 1000 milliards de dollars (1500 milliards, si on n'abuse). De nos jours, la France est à 3 mille milliards, avant les émeutes en Nouvelle Calédonie, c'est petit par rapport à l'Uncle Sam, mais c'est un trou noir propre aux sociétés de consommation à bout de souffle ? Et comme l'Afrique est un continent pauvre de ses richesses... sujet d'une autre fois.

Pour aujourd'hui, combien de membres de l'OTAN vont mettre la main à la poche pour financer l'Ukraine, combien ont déjà financé pour le financement de l'OTAN à hauteur des 2% de leurs PNB, exigence de Donald Trump ? Si l'OTAN fait comme la COP-21 de Paris, c'est-à-dire des promesses dans l'air, le pauvre Volodymyr Zelensky... sera dans la posture de l'âne de Buridan, lui qui appelle Poutine à un cessez-le-feu et qui réclame en même temps de l'aide à l'OTAN.

Mais Zelensky a raison d'appeler Poutine à un cessez-le-feu, et cela, pour plusieurs raisons :

D'abord, il faut être suicidaire pour tout voisin de la Russie de faire partie de l'OTAN et d'accepter de stocker des armes sur son sol. Les deux Allemagnes ont eu la sueur froide en 1981, quand les SS-20 et les Pershing-2 se sont fait face à face à Berlin. C'était l'atomisation. Dans l'état actuel des choses, à moins de réduire



la Russie à néant, l'Ukraine ne trouverait plus de calme et de sérénité. Et si ce statu quo perdure, il est difficile de dire aujourd'hui ce qui adviendra demain. Plus Moscou enregistre de pertes, plus il lui fera payer « courte queue par longue queue ».

Ensuite, l'OTAN va toujours chercher querelle loin de ses bases. Si la France et les USA ont perdu au Vietnam, la distance a beaucoup joué contre eux, tandis que les communistes étaient chez eux, sur place. Ce sont eux qui venaient en nageant. Quelle quantité de carburants ont-ils mis dans cette logistique ? Dans les années 1940-50, le problème de carburant n'était pas aussi crucial que maintenant. Si les alliés n'avaient pas coupé la route de ravitaillement en carburant à Hitler, s'il avait une réserve inépuisable pour ses chars et ses avions, ça allait se savoir autrement sur l'issue de la deuxième guerre mondiale. **Le carburant étant le nerf principal de la guerre.**

Actuellement, les USA procèdent par fracture hydraulique pour extraire ce précieux sésame dans les grandes profondeurs de la terre, opération coûteuse et destructrice de l'environnement, créant la pénurie d'eau partout, en surface. Tous les pays de l'OTAN cherchent à se ravitailler ailleurs pour la consommation domestique à l'approche de cet hiver. Les stocks stratégiques pourraient

tenir combien de temps dans une guerre d'usure ? A l'opposé, la Russie dit avoir découvert une nouvelle réserve de plus de 511 milliards de barils en Arctique, à portée de main, de quoi tenir la guerre pour plus longtemps. Un scénario en Méditerranée et en mer rouge. La route du pétrole sera agitée.

Avec l'intention du Venezuela, un autre producteur mondial de pétrole, de s'ajouter au camp des rouges, la balance va se pencher d'un côté.

Depuis le face à face tendu des chars américains et russes à Berlin, en 1945, depuis la crise des missiles de Cuba, en 1961, depuis le face à face entre Pershings-2 et SS-20, en 1981, jamais la tension mondiale n'est arrivée à son ébullition actuelle, et personne n'est là pour dire stop, sauf si Donald Trump revenait à la Maison Blanche, ce qui ne sera pas du goût de Emmanuel Macron, qui trouve toujours que Joe Biden est le meilleur président, répondant lapidement à une question de presse, malgré les plantages à répétition dans le logiciel de l'ami Joe, qui rappelle Leonid Brejnev de 1981, quand il était venu avec sa maladie de Parkinson, tremblant des mains et des lèvres à Bonn et à Berlin, chez Helmut Schmid et chez Erich Honecker. Même un enfant de cinq ans pouvait le renverser, mais Brejnev a désarmé la tension au paroxysme de la frime de cette époque. On parlait de la bombe à neutron

et autres choses plus effroyables que la bombe atomique. Une étincelle pouvait mettre le feu aux poudres, mais Leonid n'était pas comme Joe Biden, les Soviétiques faisaient tout pour lui donner une image de marque, d'épouvantail, tandis que les Américains ne cachent rien de Biden. On se rappelle aussi la débâcle dans le retrait des troupes américaines d'Afghanistan, en août 2021, une débandade digne du nom... Joe Biden tient coûte que coûte à en découdre avec Trump. Il se dit capable de le battre encore. Si on l'en empêche, va-t-il survivre à la déchéance ?

Dans l'état actuel des choses, beaucoup de personnes voient le candidat Donald Trump plus apte à diriger l'Amérique que Joe Biden. Rien qu'à le voir porter sa main à l'oreille comme pour taper un moustique, s'abaisser sans paniquer, se débattre entre les mains de ses gardes du corps, chercher sa chaussure, haranguer son électoral et invectiver le tireur, on peut dire que c'est un vrai dur ...

Concernant la tentative d'assassinat, on dit qu'une balle de fusil d'assaut a percé l'oreille droite. Une expertise balistique s'impose pour déterminer si la balle qui l'a effleuré était une balle de fusil d'assaut ou une balle pour les tirs à pigeons. Et ce n'est pas pour rire. Si le tireur était de derrière Donald Trump, et si la balle touché l'oreille et éraflé

la joue était une balle de fusil d'assaut, comment expliquer qu'elle n'ait pas arraché le lobe ou le percer grandement pour venir effleurer la joue ? Et si elle a touché l'oreille sans le crâne, c'est que Donald Trump s'est tourné vers lui pour s'adresser à la foule, si fait qu'il s'est mis en porte-à-faux de la ligne de mire. C'est cela qui l'a sauvé n'était pas de côté, autrement c'était en plein dans le mille. Les douilles doivent parler. Quoi qu'il en soit, cela change totalement la donne dans cette élection, si Trump n'a pas d'autres ennus.

Les motivations possibles de la tentative d'assassinat

La sécurité aura des explications à donner. Si le tireur n'est pas connu comme activiste d'une branche quelconque, sa motivation ne serait pas à cause des menaces de Trump de ne pas reconnaître le résultat de l'élection et de mettre l'Amérique à feu et à sang, s'il n'est pas élu ?

Dans cette logique, Donald Trump est plus remonté que jamais. C'est inquiétant s'il perdait, mais s'il gagne, la tension internationale peut baisser pour éviter la confrontation coûteuse, ou fatale entre l'OTAN et le nouveau bloc de l'est, qui s'est élargi et qui a largement de quoi répondre coup pour coup.

Dans le cas contraire, s'il y a déflagration, la Chine ne trouverait pas meilleure occasion d'en finir avec Taiwan, la Corée du nord avec Séoul, et d'autres avec Tokyo et Manilles ... On serait curieux de voir comment "la politique du bambou" du Vietnam va s'adapter, mais il a la protection du "grand frère Russe" contre, éventuellement, les sautes d'humeurs de "la grande sœur Chine". Quand on dit que le camp occidental est un grand panier de crabes, le camp de l'est ne l'est pas moins. Dans cet autre panier de crabes, la Chine et l'Inde se sourient et se regardent en chiens de faïences.

Moïse Sidibé

ETATS UNIS

Les élections américaines sous l'ombre de la tentative meurtrière contre Trump

La tentative d'assassinat contre l'ancien président américain et actuel candidat à la présidentielle Donald Trump alors qu'il s'adressait à une foule à Butler, en Pennsylvanie, samedi 13 juillet, a profondément ébranlé les États-Unis et devrait tout définir jusqu'aux élections du 5 novembre.

Cette tentative d'assassinat, la première depuis celle de l'ancien président républicain Ronald Reagan en 1981, marque un nouveau chapitre dans la sombre histoire de la violence politique aux États-Unis. Après tout, l'histoire des États-Unis est marquée par l'assassinat de quatre présidents au cours de leur mandat.

Plus précisément, le président Abraham Lincoln a été assassiné en 1865 dans sa galerie du Ford théâtre de Washington par un acteur, John Wilkes Booth. Le deuxième président assassiné fut James Garfield, 20^e président des États-Unis, décédé après avoir été attaqué le 2 juillet 1881 dans une gare de Washington par Charles Guiteau, un avocat qui cherchait désespérément un emploi de fonctionnaire d'Etat. William McKinley, 25^e président des États-Unis, alors qu'il recevait des dignitaires à l'Exposition panaméricaine de Buffalo le 6 septembre 1901, fut blessé par un anarchiste qui tira plusieurs balles. Il décède quelques jours plus tard des suites de ses blessures.

Enfin, dans l'histoire plus récente, beaucoup se souviennent du 22 novembre 1963, lorsque John Fitzgerald Kennedy, JFK, fut assassiné à Dallas. Ce jour-là, vers 12h30, alors que la limousine présidentielle traversait la foule rassemblée dans les rues de Dallas, des coups de feu retentirent. John Fitzgerald Kennedy s'est immédiatement effondré, avec sa femme Jackie à ses côtés. Puis le décès du 35^{ème} président américain a été confirmé à 13 heures à l'hôpital.

L'attentat est donc un événement qui va sans aucun doute entraîner des changements dans les développements politiques de la période préélectorale déjà mouvementée. Une période qui a déjà connu quarante vagues après l'apparition autodestructrice de Joe Biden dans le débat, qui a soulevé de sérieuses questions sur son âge, sa clarté intellectuelle, mais aussi sur sa capacité à mener une campagne électorale dynamique.



Le fait de prendre pour cible l'ancien président lors d'un rassemblement quelques jours seulement avant l'acceptation de l'investiture par la Convention nationale républicaine à Milwaukee du 15 au 18 juillet est une attaque contre la démocratie et le droit de chaque citoyen américain de choisir ses dirigeants. La violence qui infecte et affecte la vie politique américaine est clairement antithétique à la démocratie.

Le 31 août 2023, le journaliste combattant et ancien animateur de Fox News, Tucker Carlson, estimait que Donald Trump pourrait être assassiné après que les campagnes de destitution, les accusations et les diffamations n'aient pas entamé de manière décisive sa popularité.

L'agresseur impitoyable Thomas Matthew Crooks, âgé de 20 ans et impitoyable parce que ses tirs ont tué au moins un citoyen américain et en a grièvement blessé deux autres, dont un très grièvement, était membre de l'organisation internationale d'extrême gauche «ANTIFA» et un partisan extrême de Joe Biden et les démocrates. Il avait même fait don de 15 dollars à un comité d'action politique qui collectait des fonds pour les politiciens démocrates.

Cependant, il s'était également inscrit auprès des

Républicains (ou du moins «apparaissait» comme un enregistrement «pratique») afin de pouvoir assister au discours de Trump et pouvoir s'approcher suffisamment pour tirer ses coups meurtriers.

La République américaine a subi ces dernières années les interventions les plus brutales de «l'État profond», c'est-à-dire du complexe militaro-industriel et des services de sécurité et de renseignement. Cette période est la plus dangereuse de l'histoire des États-Unis, car «l'État profond», ses agents politiques et ses médias complices ont diabolisé l'ancien président, ne se souciant pas du fait qu'ils divisaient ainsi la société américaine et cultivaient le climat propice à la tentative d'assassinat de Trump.

Ainsi, de nombreux citoyens américains sont devenus accros à la haine de Trump, puisque chaque jour les médias complices propageaient avec d'innombrables vulgarités que l'ancien président était un «traître dégoûtant», un «agent russe», un «nouvel Hitler» ou un «psychopathe tyran». Les médias empêtrés dans «l'État profond» qui ne donnent aucune raison, ne sont pas contrôlés, mais ils disposent d'énormes pouvoirs pour détruire les droits et libertés du peuple américain tels que définis par la Constitution.

Et aujourd'hui, nous voyons à nouveau des médias complices, pour éviter une possible héroïsation de Trump, se précipiter pour déconstruire complètement la réalité de la tentative d'assassinat politique, répandre avec des tactiques de désinformation des rumeurs selon lesquelles le quasi-assassin n'avait aucune activité politique ni aucune idéologie extrémiste, mais il avait simplement des problèmes psychologiques.

L'ancien président spécifique est donc considéré comme une personnalité indépendante qui n'est pas influencée par ce qu'on appelle «l'État profond» et est inspiré par une mentalité politique patriotique. Donald Trump est pro-américain et anti-gouvernement mondial. Trump est le deuxième leader de anti-woke agenda après le Premier ministre slovaque, Robert Fico, qu'ils ont tenté d'assassiner en deux mois, et alors que Trump se présente de manière dynamique à la présidence des États-Unis.

Un woke agenda qui veut abolir les religions, les nations, l'institution de la famille, les genres et les relations traditionnelles et en général toute valeur traditionnelle qui existe depuis l'époque où les gens ont commencé à se percevoir consciemment.

La classe internationaliste qui a imposé cet woke agenda à travers les médias,

l'éducation et tous les codes pénaux et civils nationaux considère comme des «voiles rouges» les dirigeants qui réagissent vigoureusement et résistent et les a mis dans sa ligne de mire.

La tentative d'assassinat de Donald Trump pourrait donc le propulser vers une victoire écrasante aux élections de novembre, car son image de combattant constamment attaqué par ses ennemis sera désormais encore plus profondément ancrée en conjonction avec une certaine vague de sympathie. Après tout, la perspective de sa victoire était déjà ancrée dans tous les esprits, mais ce qui pourrait changer désormais, c'est son ampleur potentielle.

En conclusion, je voudrais souligner que le peuple américain devra lutter avec acharnement et beaucoup de persévérance pour se libérer de «l'État profond» fédéral. «Lutte!» telle était la phrase de Donald Trump, ensanglanté et frappé à l'oreille droite, quelques secondes après sa tentative d'assassinat, levant simultanément le poing en l'air, encourageant la grande foule de ses partisans et créant finalement une image emblématique qui restera dans l'histoire.

Curriculum vitae

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Il a étudié l'économie et a terminé des études supérieures en économie du tourisme. Ses articles ont été publiés dans des journaux, des magazines et des sites Web du monde entier. Ses poèmes ont été traduits en anglais, français, espagnol, italien, portugais, suédois, roumain, bulgare et albanais et publiés dans des anthologies poétiques, des revues littéraires et des colonnes de journaux littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses livres ont été traduits et publiés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

Facebook: Karderinis
Isidoros

SPORT

Trop de compétitions tuent le sport

Quand il n'y avait que deux poules de quatre équipes pour la Coupe d'Afrique des Nations, on ne loupait pas un seul match, ainsi qu'en coupe du monde. A 16 équipes, le grand nombre de matchs diminuaient les amateurs, à 24 équipes, il n'y a personne pour regarder toutes les rencontres, hormis des journalistes fieffés. Même eux. On mettait du carburant dans les groupes électrogènes pour regarder rien que le Tour de France.

Depuis un certain temps, les compétitions sportives et les équipes en compétition se sont multipliées de façon exponentielle pour tuer toute envie. Avec la gourmandise de la CAF, de l'UEFA, de la FIFA et du CIO, l'attrait n'est plus le même. Soit que les gens n'ont plus le temps, soit que les compétitions sont plus nombreuses et ne sont plus attrayantes par la baisse du niveau général. Cela est dû au manque de préparations suffisante pas manque de moyens des fédérations sportives. Les Etats ploient sous la charge des sports, mais les fédérations sportives cherchent à " hurler avec les loups ", elles ne s'engagent dans les compétitions que pour simplement vivre, pas pour faire bonne figure, peu importe le résultat. On a vu cela avec le football guinéen, on a vu des fédérations de ski en Afrique, alors qu'il n'y a jamais neige, des fédérations de rugby, alors que tous les stades ne sont pas gazonnés, quant à la vidéo dans les stades, même la CAF, snobe, n'a pas trouvé à redire, à cause de l'indigence des pays.

La CAF a exigé des normes FIFA à tous les stades de football. Dire que le Stade du 28 Septembre et d'autres sur le continent ne sont pas homologués, parce qu'il ne présente pas les mesures de sécurité recommandées par la FIFA, est non seulement un manque de respect pour tous les Africains qui sont venus disputer des matchs internationaux à Conakry pendant des années sans qu'aucun incident notoire ne fût porté à sa connaissance, c'est aussi une sorte de saignée financière faite à la Guinée pour un crime ou une raison inconnue si ce n'est faire du lobby et donner du travail aux entreprises et entrepreneurs dans ce secteur et l'occasion de surfacturer les Etats. On croirait difficilement que les instances du football n'ont pas de dividendes dans ces marchés. Il faudrait un audit international sur cette homologation des stades par la CAF et la FIFA et savoir si tous les stades agréés remplissent effectivement toutes les exigences, surtout si les caméras pour la VAR existent et si le personnel devant les manipuler sont de locaux qui ont l'expertise.

Dans un passé dont on oublie



la date, la FIFA pensait que le football n'est pas trop attrayant, à cause de la raréfaction de buts. Elle avait décidé de faire élargir les cadres des goals et d'augmenter la hauteur pour voir plus de buts. Beaucoup de fédérations n'avaient rien dit, mais la fédération allemande de football s'était fortement opposée car, il fallait démonter des centaines de milliers de cadres de goal à ses frais pour la simple fantaisie d'un groupe d'individus (de Joao Havelange ou de Sepp Blatter, on ne sait plus). Actuellement, la vidéo, la VAR, est contestée lors de nombre de matchs au niveau européen par la non-maîtrise des techniciens et manipulateurs. Si jusqu'à présent les techniciens européens ne sont pas au point, quand est-ce que les africains vont être au point ?

Par ailleurs, les pays qui ont organisé les JO ne demandent plus à les organiser une deuxième fois. On apprend que même les candidats à l'organisation ne se bousculent plus au portillon, alors que dans le passé, il fallait graisser des pattes pour obtenir l'organisation. On se demande combien la Chine a huilé le CIO pour les jeux de Pékin, en 2008. En voyant les villages olympiques entre les mains de ceux qui les ont organisés une fois, en voyant les infrastructures réalisées à grands frais du contribuable tomber en ruine dans un paysage en désolation, il y a de quoi réfléchir avant de s'engager à grand frais. Et si les Français s'en plaignent après, c'est adieu veau, vache, cochon des JO de Bernadette.

Par-dessus, les diktats

bipolarisation, le nouveau camp ne manque pas d'argument pour rivaliser et supplanter le camp traditionnel.

On ne compte plus le nombre de disciplines, de compétitions auxquelles les Etats doivent faire face, annuellement, et quel budget sont exigés. Par-dessus cela, les sportifs réclament leurs primes de ceci et de cela. Si on ne prend que l'exemple dans le football, les subventions que la FIFA donne aux fédérations sont retirées au double aux Etats pour prendre part aux compétitions internationales (frais de voyage, frais d'hébergement, de restauration, d'habillement, soins médicaux, et quoi encore !) Les membres du bureau exécutif des fédérations, ceux qui élisent les responsables au sommet, se permettent certaines incongruités et la CAF et la FIFA empêchent les Etats de les sanctionner, sous prétexte que Sport et politique ne sont pas dans le même plat.

Mort de Super-V. On vient d'apprendre que Super-V est mort à Paris suite à un AVC, Dieu lui pardonne ses fautes.

Certains Guinéens retiennent que Super-V est la cause de la disqualification des juniors guinéens lors de la finale de la coupe du monde de leur catégorie, aux Seychelles. Face aux Nigériens, les Guinéens avaient leur chance, cette année-là. Les journalistes sportifs guinéens aussi s'étaient entre-déchirés, à l'image de Pathé Diallo, le maître, et Amadou Diouldé Diallo, l'élève, et chacun des deux avait un côté de nèm-nèm à défendre.

Si les instances internationales des sports ne revoient pas leur boulimie du gain à la baisse, ils vont tuer la poule aux œufs d'or. Dans les démêlés et les déboires de Samuel Eto'o avec le gouvernement du Cameroun, on voit bien la position en porte-à-faux de Infantino. Va-t-il trancher ? En tout cas, les intentions d'un club de joueurs et de copains de monopoliser le football mondial est un échec. Eto'O est un bon footballeur égocentrique mais un mauvais cheval de course populaire au pouvoir...

Moïse Sidibé

KENYA

Nouvelle mobilisation contre le président Ruto réprimée à Nairobi

Au Kenya, une nouvelle journée de mobilisation a rassemblé plusieurs milliers de manifestants dans les villes majeures du pays. Ils répondaient à l'appel sur les réseaux sociaux du mouvement Gen Z pour génération Z (jeunes nés après 1997). Depuis plus de trois semaines, la jeunesse kényane proteste contre le gouvernement et demande le départ du président William Ruto.

Davis est habillé tout en noir. Son visage est caché par un drapeau kényan qu'il porte en cache-nez. « Le noir représente la tristesse de notre nation à cause de ceux qui ont été tués. C'est une période sombre pour notre pays. Des gens sont tués et leurs corps jetés dans des carrières. Le gouvernement doit nous expliquer, car il y a des

histoires différentes à propos du même sujet. Aujourd'hui, on demande des réponses ! »

La découverte, il y a quelques jours du corps d'un étudiant de l'université Kenyatta, dans une carrière à Juja, à 30 kilomètres au Nord de Nairobi, a provoqué la colère de la jeunesse kényane. Des dizaines de manifestants sont toujours portés disparus. Benson n'en peut plus : « On est fatigué de voir la police enlever et tuer des jeunes dans tout le pays. D'autant que la police nous cherche partout quand la police nous détient. Le président nous ment depuis trop longtemps. Maintenant, la jeunesse est épuisée. »

Comme toutes les autres, la

manifestation est dispersée par des gaz lacrymogènes. Pour Julius, la police ne sert qu'à la répression. « D'abord, la police ne fait pas un très bon travail. On dirait que leur boulot, c'est de nous tirer dessus. On est pacifiques. On n'a pas jeté une seule pierre. Les policiers sont mal utilisés par le gouvernement. Tel que vous me voyez, est-ce que j'ai l'air d'un casseur ? Je ne suis pas là pour être violent. Je suis là pour défendre mes droits. »

D'après la Commission nationale kényane des droits de l'homme, le bilan de la répression policière depuis le début des manifestations s'élève désormais à 50 morts.

RFI

*Lire L'Aigle Infos.
c'est lire la vérité
et la vertu*

DISPARITION

Salifou Camara «Super V» tire sa révérence, Tibou Kamara se souvient de l'homme

Le lundi 15 juillet 2024, Salifou Camara «Super V», ancien président de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot) est décédé à Paris des suites d'un AVC. Dans une tribune intitulée «Mort soudaine de Super V: Peut-on vivre quand on s'attend à mourir ?», Tibou Kamara, ancien ministre d'État sous Alpha Condé, parle de l'illustre disparu à qui il rend un hommage bien mérité.

«Le ciel nous tombe dessus et tout semble s'écrouler sous nos pieds. A cet instant précis d'émotion et de panique, on a le sentiment que tout s'est arrêté, qu'on est seul au monde, perdu et vulnérable. On ne peut avoir peur de l'épouvantail des épreuves, mais, on tremble toujours devant l'effroi de la mort d'une troublante tranquillité et d'autant sûre d'elle qu'on ne peut l'arrêter dans son élan irrésistible ni l'ajourner, à cause de son impatience à se déployer dans toute sa suprématie. Salifou Camara m'était si proche, familier et cher que j'avoue pleurer, dans le chagrin et le désarroi, sa disparition brutale, hurler d'une douleur qu'on ne peut entendre que dans les murmures pudiques du silence, qu'on ne peut mesurer qu'aux battements d'un cœur éprouvé. Me voilà orphelin d'un ami de longue date. Je ne peux me résigner chaque fois à la fatalité ni forcer ma nature à combattre la nostalgie des jours meilleurs, la mélancolie des temps cruels. Salifou Camara, timide, s'est gardé de faire des adieux pathétiques, poli et courtois, a tiré sa révérence dans la dignité, sans provoquer de vagues ni lancer des cris d'alarme dans la détresse d'une maladie courte



et sournoise. Je souffrirai de son absence et ne pourrai l'oublier, habité par une avalanche de bons souvenirs de notre amitié sincère et loyale, de notre fraternité vraie. Notre pacte de non agression et d'assistance mutuelle conclu dans la ferveur des engagements qui obligent est suspendu par la volonté de Dieu mais ne peut souffrir de l'ombre d'aucun doute, arrimé à l'obstination de liens insécables.

L'homme qui était souvent absent du pays, grand voyageur, est décédé au cours

de l'un de ses déplacements à Paris où il avait ses habitudes, aimait passer du temps, notamment au Drugstore qui est une des places qu'il a aimées fréquenter avec assiduité et volupté. On meurt souvent là où on s'est le mieux senti, là où on a plus aimé vivre parmi les gens qu'on porte dans son cœur, vraiment.

J'ai une pensée émue pour Kassory Fofana dont il fut l'alter égo, l'ami proche et soutien indéfectible. Tous les événements de la vie des Hommes, la plupart du temps,

marqués au fer rouge des difficultés qui persistent que d'être empreints de la saveur du bonheur, rappellent qu'ici bas, on a tous vocation à souffrir, on ne peut se prévaloir de rien ni se fier à nos instincts pour espérer survivre, échapper à une fin programmée d'une inéluctabilité certaine. Je ne fais plus aucun pari sur la vie, cède à la tentation de croire que le seul horizon qui s'offre à tous, la destination certaine pour chacun, est déesse morte. Je fais appel à toute la force de ma foi pour continuer à espérer, vivre chaque instant qui se présente dans un moment compté. Je ne peux plus sourire que de l'insouciance d'un bonheur apparent, de l'orgueil d'un privilège illusoire. Que fait courir tant les hommes ? Pourquoi, voudraient-ils se sentir forts alors qu'ils ne sont même pas maîtres de leur propre vie, sont tributaires de la mort qui rôde autour de chacun, s'invite dans le quotidien de tous ?

Salifou Camara fut un homme fort, animé de courage et de détermination, que l'adversité exaltait, l'amitié engageait, la passion faisait vivre et avancer vers de grands sommets. Il a fait de toute sa vie un combat avec des victoires glanées ça et là qui honorent sa mémoire

et immortalisent son œuvre qu'on rappellera dans un florilège d'hommages et dans des actes de reconnaissance mérités. Super V n'est pas un nom de baptême mais le marqueur d'un esprit combatif et d'une âme de vainqueur. Jusqu'à son dernier souffle, Salifou Camara n'a pas été homme à s'avouer vaincu. Il s'est toujours refusé à abdiquer, il ne s'est couché pour personne, il a été, tout le temps, jusqu'au bout de tout ce qu'il a décidé et entrepris parce qu'il ne fait rien à moitié et n'aimait pas s'arrêter à mi-chemin ni faire défection. C'était un homme entier et d'une constance certaine dans les amitiés comme dans les adversités. C'était un partisan du tout ou de rien, même s'il était capable parfois de compromis qui soit en phase avec ses convictions et les principes, chers à son cœur. La mort n'est pas un point final, c'est le début du commencement de quelque chose de diffus et confus qui échappe à l'intelligence humaine, sonde l'inconnu, ne trouble pas la paix de la nature, jalouse de ses mythes et mystères.

Salifou, tu nous manqueras avant la prochaine rencontre», a écrit Tibou Kamara.

Kaba Kankoula

GUINÉE

Grève des avocats pour protester contre « les arrestations arbitraires »

Les avocats de Guinée ont entamé mardi une grève de deux semaines pour protester contre « les arrestations arbitraires », a annoncé l'Ordre de la profession.

La grève doit durer jusqu'au 31 juillet à 23H59, le jour où le tribunal jugeant douze anciens responsables militaires et gouvernementaux, au procès du massacre du 28 septembre 2009 en Guinée, doit rendre dans la matinée son jugement, à Conakry.

« L'audience se tiendra le 31 juillet sur le procès des événements du 28 septembre », a déclaré mercredi à l'AFP le procureur du tribunal,

Algassimou Diallo, sans préciser si la grève empêchera la lecture du jugement, mise en délibéré le 26 juin.

Les accusés, dont l'ex-dictateur Moussa Dadis Camara, répondent d'assassinats, actes de torture, viols, enlèvements et séquestrations, incendies et pillages commis en masse le 28 septembre 2009 et les jours suivants.

Le procureur avait requis fin mai la réclusion criminelle à perpétuité contre lui et six autres accusés, ainsi que la requalification des faits en crimes contre l'humanité.

Au moins 156 personnes ont

été tuées et des centaines blessées dans la répression d'un rassemblement de l'opposition dans un stade de Conakry et ses environs, selon le rapport d'une commission d'enquête internationale mandatée par l'ONU. Au moins 109 femmes ont été violées.

Les avocats entendent « protester contre les arrestations arbitraires et autres kidnappings suivis de détentions au secret de citoyens guinéens », a déclaré mardi à la presse leur porte-parole, Gabriel Kamano.

Deux responsables d'un mouvement citoyen réclamant le retour des civils au pouvoir,

Oumar Sylla, plus connu sous le nom de Foniké Menguè, et Mamadou Billo Bah, ont été arrêtés le 9 juillet.

Ces arrestations sont les dernières en date d'une longue série depuis que le colonel Mamadi Doumbouya a pris le pouvoir par la force en septembre 2021.

Les autorités répriment toute voix tentant de mobiliser pour un retour des civils au pouvoir. Elles ont prononcé en 2022 la dissolution du FNDC, collectif de la société civile, après avoir interdit toute manifestation.

Les grands partis sont réduits à l'inaction. Nombre de dirigeants de l'opposition ont

été arrêtés, mis en cause devant les juges ou poussés à l'exil.

L'ancien chef d'état-major de l'armée et ex-numéro deux de la junte, le général Sadiba Koulibaly, est mort en détention en juin dans des circonstances mystérieuses après avoir été condamné à cinq ans de prison ferme pour désertion et détention illégale d'armes.

Les autorités ont retiré le 22 mai leur agrément à quatre radios et deux télévisions.

AFP

RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

L'Union sacrée des Forces vives de Guinée met la pression sur le CNRD

Le 14 juillet dernier, l'Union sacrée des Forces vives de Guinée, à travers une déclaration, a une nouvelle fois sonné la mobilisation générale pour le retour à l'ordre constitutionnel. Elle rappelle qu'il ne reste que 167 jours pour que le CNRD passe la main à un pouvoir civil démocratiquement élu. Lisez...

« L'Union Sacrée des Forces Vives de Guinée suit de très près les annonces répétées du Premier ministre de la Transition et son Ministre des transports, porte-parole du gouvernement sur l'organisation du référendum constitutionnel et le report Sine die du chronogramme de la transition.

Il est de notre devoir de rappeler que le Premier ministre et son porte-parole n'ont ni la légitimité et la légalité de reporter un chronogramme de la transition initialement établi entre une institution sous-régionale et l'Etat guinéen.

C'est pourquoi, nous membres de l'Union Sacrée des Forces Vives de Guinée restons ferme et catégorique sur le respect de cette disposition établie entre la CEDEAO et l'Etat guinéen fixant la durée de la transition pour deux (2) ans.

Nous sommes conscients et déplorons la situation socio-économique que traverse notre pays : le délestage du courant électrique, le manque d'eau dans les robinets, la hausse des prix des denrées de premières nécessités, le chômage, la reprise des kidnappings des leaders socio-politique à l'occurrence de Foniké Menguè et Billo Bah, la tentative d'enlèvement de monsieur Alpha Bayo, coordinateur la MAOG, président de la commission communication de l'Union Sacrée. Sans oublier l'embourgeoisement à ciel ouvert des membres du CNRD et du gouvernement au détriment du bien-être des



populations.

Sur le respect du chronogramme de la transition, L'Union Sacrée soutient que le référendum constituant et les autres consultations électorales prévues dans le cadre du retour à l'ordre constitutionnel normal, peuvent bien être organisés au plus tard, le 31 décembre 2024.

Ces consultations électorales peuvent bien s'organiser dans le cadre d'un réaménagement du chronogramme de la transition en intégrant les modifications ci-après :

- La mise à l'écart du Programme National du Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil (PN/RAVEC),
- La mise en place consensuelle d'un Organe de Gestion des Elections (OGE),
- Le toilettage du fichier électoral,
- L'organisation couplée des élections législatives et présidentielles.

C'est pourquoi, l'Union Sacrée des Forces Vives de Guinée appelle avec insistance les autorités de la Transition, notamment le Président de la transition, le Général Mamadi DOUMBOUYA, à faire preuve de patriotisme face à sa responsabilité d'organiser, conformément à son engagement de départ, les consultations électorales prévues d'ici au plus tard, le 31 décembre 2024.

Lors de la 65ème session de la CEDEAO, elle s'est félicitée des progrès réalisés en Guinée dans le cadre de la transition, nous pensons que cette instance sous régionale est totalement déconnectée des réalités du pays. Elle doit prendre ses responsabilités pour exiger le respect de l'accord qui a été signé entre elle et les autorités de la Transition.

Au même moment le Ministre porte-parole du gouvernement déclare officiellement que la durée de la transition est

reportée sine die sans aucune concertation avec la classe politique. Nous condamnons avec la dernière énergie cette sortie et nous invitons le CNRD à se désolidariser au risque d'être comptable des conséquences qui pourraient en découler.

La dynamique des organisations de la société civile guinéenne a annoncé des Journées T-shirt Rouge (Tous les Jeudis) et des séries de manifestations les 30/31 juillet et 1er Aout 2024 contre la fermeture des médias et la cherté de la vie. Nous, membres de l'Union sacrée des Forces Vives de Guinée apportons notre soutien inconditionnel à cette démarche et invitons le Peuple à se mobiliser pour la réussite de ces actions, car la lutte contre la fermeture des médias est une question indissociable au retour à l'ordre constitutionnel.

Après cette étape et conformément à notre plan

d'action, l'Union Sacrée des Forces Vives programme également des séries de manifestations aussi bien en Guinée qu'à l'étranger en vue de faire fléchir le CNRD dans sa volonté de confiscation du pouvoir.

A partir de cette conférence de Presse, nous lançons officiellement le compte à rebours pour le retour à l'ordre constitutionnel. Nous rappelons à l'opinion publique nationale et internationale qu'il ne nous reste que 167 jours pour que les autorités de la transition passent la main à un pouvoir civil démocratiquement élu.

L'Union Sacrée appelle le Peuple souverain de Guinée à s'unir et à se mobiliser pour un retour à l'ordre démocratique et constitutionnel normal, d'ici à la fin de l'année 2024.

En tout état de cause, l'Union sacrée des forces vives de Guinée se réserve le droit de ne pas reconnaître les institutions issues du coup d'Etat du 05 Septembre, de demander une désobéissance civile sur toute l'étendue du territoire, de demander la mise en place d'un gouvernement civil qui aura pour seule mission d'engager le processus électoral dans un délai raisonnable en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel.

Vive le retour à l'ordre constitutionnel !

Vive la démocratie !

Vive la République ! », lit-on dans la déclaration de l'Union Sacrée des forces Vives de Guinée.

Mamadou Oury

FNDC

L'ancien ministre Mamoudou Nagnalen réagit à l'arrestation de Foniké Menguè

L'ancien ministre de l'agriculture Mamoudou Nagnalen Barry a réagi à l'arrestation de Oumar Sylla alias Foniké Menguè et Cie du FNDC (dissous officiellement

par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation).

Sur sa page Facebook, il a écrit que l'arrestation de son «ami», l'activiste Oumar Sylla

alias «Foniké Menguè» et Mamadou Billo Bah, tous du FNDC, l'attriste profondément.

«Tous mes proches, de la famille au gouvernement, savent que Foniké Menguè est un ami, un frère. Je n'abandonne jamais un frère sauf s'il y a une raison valable. Je reste convaincu qu'il se bat toujours pour ce qu'il estime bon pour notre pays. Son arrestation m'attriste

profondément. Je reste convaincu que les énergies de notre nation seraient plus utiles pour son

édification que pour se combattre. Comme je l'ai toujours dit, dans un contexte transitoire, les solutions de pacification pérennes s'obtiennent plus facilement autour de la table d'un dialogue sincère que dans les tribunaux, les prisons ou les

rues. Je ne veux pas perdre l'espoir de voir les Guinéens mettre leurs énergies ensemble pour le progrès de notre pays.

Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens», a écrit Mamoudou Nagnalen Barry, ancien ministre de l'agriculture dans le premier gouvernement CNRD.

Kaba Kankoula

*Lire L'Aigle Infos,
c'est lire la vérité
et la vertu*

SOCIÉTÉS MINIÈRES ET COMMUNAUTÉS LOCALES

Le regard critique du juriste Sayon Mara

Dans une tribune intitulée «Sociétés minières et communautés locales : le déséquilibre entre donner et recevoir, l'origine des affrontements», Sayon Mara, juriste de formation et conseiller national, aborde ce sujet d'actualité.

«Depuis un certain temps, les conflits opposant les sociétés minières aux communautés locales deviennent récurrents dans notre pays.

En effet, l'impact grandissant des exploitations minières à grande échelle soulève une opposition croissante de la part des communautés locales dans notre pays. Au centre souvent des conflits opposant les sociétés minières aux communautés locales, le recrutement de la main d'œuvre locale. Le dernier cas en date, est celui de la préfecture de Beyla, dans la localité de Moribadou, relevant de la sous-préfecture de Nionsomoridou, où des citoyens protestent, depuis hier mardi 16 juillet 2024, contre le récent recrutement fait par les sociétés en sous-traitance avec Rio Tinto. Certaines sources parlent de cas de morts, de véhicules calcinés, de boutiques complètement mises à sac. Pourtant, notre pays dispose de l'une des meilleures lois en matière du contenu local. C'est pourquoi justement ici, notre analyse portera essentiellement sur les dispositions de la Loi portant Contenu local, relatives notamment à l'emploi du personnel local.

Aux termes des dispositions de l'article 14 de la Loi susvisée, «...les opérateurs ou les entreprises travaillant pour leur compte, sont tenus d'employer du personnel guinéen en respectant, par catégorie, le quota suivant :

A. Les cadres de direction :

- trente pour cent (30%) du personnel incluant le responsable chargé des ressources humaines, dès le début des activités ;

- quarante pour cent (40%) du



personnel, dès la quatrième (4ème) année d'activité ;

- cinquante pour cent (50%) du personnel, dès la septième (7ème) année d'activité.

B. Les cadres d'encadrement :

- vingt-cinq pour cent (25%) du personnel, dès le début des activités ;

- quarante pour cent (40%) du personnel, dès la quatrième (4ème) année d'activité ;

- soixante-dix pour cent (70%) du personnel, dès la septième (7ème) année d'activité.

C. Les ouvriers qualifiés :

- cinquante pour cent (50%) du personnel, dès le début des activités ;

- soixante-dix pour cent (70%) du personnel, dès la quatrième (4ème) année d'activité ;

- quatre-vingt-cinq pour cent (85%) du personnel, dès la septième (7ème) année d'activité.

D. Les ouvriers non qualifiés :

- cent pour cent (100%) du personnel, dès le début des activités.

Quelle que soit la catégorie concernée, dans l'hypothèse où il est dûment établi par l'opérateur, au moyen de documents ou rapports circonstanciés transmis à l'ARCCL, que les quotas ci-dessus ne peuvent être respectés à ces différentes étapes, en raison d'un manque d'expertise ou de disponibilité, celui-ci établit un programme détaillé de formation et un calendrier de remplacement progressif du personnel étranger par des nationaux.

Ce programme est obligatoirement communiqué à l'ARCCL pour approbation. »

Il faut entendre par l'ARCCL, l'Autorité de Régulation et de Contrôle du Contenu Local.

Pour ce qui est du plan de recrutement du personnel guinéen, l'article 15 de la même loi dispose : « Sans préjudice des dispositions plus favorables, l'opérateur doit,

préalablement au début de ses activités, établir un plan de recrutement du personnel guinéen.

Ce plan comporte, au minimum, les éléments suivants :

- la spécialisation des compétences nécessaires au regard de l'activité de l'opérateur ;

- le nombre d'employés dont le recrutement est prévu et pour chaque catégorie ;

- le cas échéant, les informations sur la pénurie de compétences locales et les catégories d'employés concernées ;

- selon les cas, le délai dans lequel l'opérateur comblera le déficit éventuel en conformité avec les exigences d'emplois pour les nationaux, conformément aux dispositions de la présente loi ;

- le système de promotion du personnel guinéen au sein de l'entreprise.

Ce programme est obligatoirement communiqué à l'ARCCL pour approbation. »

Pour ce qui est de la formation du personnel guinéen, un plan est établi par l'opérateur. En effet, l'article 16 dispose : « L'opérateur établit, au début de ses activités, un plan de formation du personnel guinéen en collaboration avec le ministère en charge de la formation professionnelle.

Ce plan comporte, au minimum, les éléments suivants :

- les programmes et les calendriers de formations envisagées pour le personnel local recruté et pour les étudiants guinéens ;

- lorsque les quotas susvisés

ne sont pas atteints en raison d'un manque d'expertise, les programmes de formations prévues aux fins de remplacement progressif du personnel étranger par des nationaux.

Ce plan est communiqué à l'ARCCL. »

Par ailleurs, il faut souligner que les opérateurs qui respectent scrupuleusement les exigences du contenu local sont sanctionnés, aux termes des dispositions de l'article 17 de cette même Loi sur le Contenu local, par un certificat de conformité délivré par l'ARCCL.

Mais, pourquoi malgré l'existence de cet ambitieux cadre juridique pour aider au développement des capacités locales, humaines et matérielles, l'Etat ne parvient-il pas à prévenir les conflits entre les sociétés minières et les communautés locales?

Pour prévenir ces conflits, les autorités doivent, à tous les niveaux, s'assurer :

1. du respect des obligations en matière du contenu local, en renforçant leurs contrôles sur le secteur minier ;

2. de la vulgarisation de la Loi sur le contenu local, car la participation de la communauté locale et la communication avec cette dernière sont des moyens privilégiés pour prévenir les conflits.

En clair, pour prévenir les conflits entre les sociétés minières et les communautés locales, les autorités doivent s'assurer de l'application correcte de la Loi portant contenu local», a écrit Sayon MARA, Juriste.

Mamadou Oury

BEYLA

Des violences enregistrées à Moribadou

Selon Mediaguinee, la localité de Moribadou, relevant de la sous-préfecture de Nionsomoridou, dans la préfecture de Beyla a été le théâtre de violences le mardi 16 juillet 2024.

Selon les informations, les citoyens protestent contre le récent recrutement fait par les sociétés en sous-traitance avec Rio Tinto.

Ils exigent entre autres l'annulation des récentes présélections, la prise en charge des enseignements contractuels. Malgré l'intervention du préfet,

les manifestants sont restés inflexibles.

Après avoir refusé la médiation du préfet, c'est le gouverneur de la région administrative qui est venu sur les lieux afin de sensibiliser les populations. Rien n'y fit. La première autorité régionale a été rejetée par les manifestants qui auraient jeté des cailloux sur son cortège, selon un des médiateurs qui s'est confié à MediaGuinee. C'est après l'échec des négociations, que le gouverneur a réquisitionné l'armée afin de

maintenir l'ordre.

Les manifestants ont mis le feu sur les véhicules, dont un frigonette qui contenait des nourritures, un bus et deux Land cruisers

Dans l'après-midi de mercredi, le district s'est totalement vidé. Ce ne sont que des poules et autres agents de sécurité et de la défense qui sont visibles dans les rues.

Sur les lieux, devant une boutique, nous avons trouvé le corps d'un jeune homme sans vie. Selon l'équipe de la Croix-

Rouge, ce dernier aurait reçu une balle. Une deuxième personne serait également morte suite à ses blessures la nuit.

Du côté des services de sécurité, un élément a reçu une balle. Il serait également transporté dans l'hélicoptère de la société Rio Tinto pour Conakry.

Plusieurs habitants de la zone que nous avons rencontrés dans le district de Mafindou, accusent les services de sécurité de pillages et de vols. Des accusations rejetées par une source sécuritaire, rapporte le site Mediaguinee.

Mamadou Oury

